

GROUPE D'INFORMATION SUR L'ARRET DES TRAVAUX MINIERES DANS LE BASSIN HOILLER

Compte rendu de la réunion du 2 février 2006

à

CREUTZWALD

La quatrième réunion du Groupe d'Information sur l'Arrêt des Travaux Miniers, créé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004, s'est tenue le 2 février 2006 à 14 h 30 à l'Hôtel de Ville de CREUTZWALD, sous la présidence de Monsieur Guy TARDIEU, Sous-Préfet de FORBACH.

Liste des participants :

M. TARDIEU	- Sous-Préfet de FORBACH – Président
M. MARTIN	- Sous-Préfet de BOULAY
M. COSQUER	- Charbonnages de France
M. PRINCE	- Charbonnages de France
M. HOLTZ	- Conseil Général de la Moselle
M. KNEPPER	- Communauté d'Agglomération de FORBACH
M. MICHALSKI	- Communauté de Communes de FREYMING-MERLEACH
M. MEUNIER	- Communauté de Communes de FAULQUEMONT
M. BOHL	- Communauté de Communes du Warndt
M. SCHMITT	- Communauté de Communes du Pays Naborien
M. GOELLNER	- DIRE Lorraine
M. FOLNY	- DIRE Lorraine
Mlle ROBERT	- DDASS Moselle
M. LAIGRE	- DIREN Lorraine
M. DEJARDIN	- DRAC Lorraine
Mme DELLINGER	- DDAF Moselle
M. ECKER	- OBA
Mlle AUBURTIN	- Préfecture de la Moselle – DAG
M. CHARDON	- ADELP
M. GLANOIS	- CLCV ROSBRUCK
M. MULLER	- GECNAL
M. BIRTHEL	- ADEPRA
M. KREBS	- UFC QUE CHOISIR
M. FEUGA	- GEODERIS
M. SZACOWNY	- Agence de l'Eau Rhin-Meuse
M. MAYER	- EPF Lorraine
M. GIGOUT	- Conservatoire des Sites Lorrains

I. – Le Président rappelle le rôle et le fonctionnement du Groupe d'Information, ainsi que l'ordre du jour.

II. – Monsieur HIRSCH et MAZZOLENI de la DIRE font le point sur l'état d'avancement des procédures depuis la dernière réunion du 24 juin 2005 et apportent des précisions sur les points suivants ayant trait aux dossiers d'arrêt de travaux miniers en cours :

- installations hydrauliques minières ;
- délais de procédure ;

- plans de prévention de risques miniers – PPRM ;
- décisions d'exploitation ;
- dégâts miniers ;
- utilisation des résines dans les travaux du fond ;
- tierce expertise ;
- avis hors procédure ;
- coordination avec les autorités allemandes.

- M. BIRTHEL, représentant l'ADEPRA, soulève le problème de la gestion des terrils par CdF, utilisés comme décharge pendant leur activité. Il fait également le lien avec la décharge de Velsen (Allemagne), ancien terril de la mine du Warndt, surplombant la vallée du Schaffbach à Petite-Rosselle.

- M. GOELLNER de la DRIRE, informe que le rapport relatif à l'arrêt des travaux miniers de l'U.E La Houve est consultable sur le site internet de la DRIRE, que certaines réponses ont été apportées aux questions posées lors des consultations, que les amodiations allemandes sont directement traitées entre DSK, l'exploitant allemand, et l'OBA, et que la décharge de VELSEN n'a pas été exploitée par CdF et que sa gestion reste un problème purement allemand.

- M. le Sous-Préfet demande au représentant de l'ADEPRA de lui faire un courrier sur le sujet qu'il transmettra officiellement aux autorités allemandes compétentes.

- M. CHARDON, représentant l'ADELP :

- demande que les résultats des analyses d'eau du réservoir minier de Faulquemont, prévus à l'arrêté préfectoral, soient communiquées ;
- soulève le problème des installations hydrauliques de sécurité du Weihergraben ;
- estime que l'élaboration de PPRM est nécessaire notamment pour le risque inondation ;
- demande à l'exploitant de décrire tous les risques résiduels et d'inventorier tout ce qui a été introduit dans les travaux du fond ;
- a fait plusieurs propositions de tierce-expertise des dossiers, consistant à une relecture des dossiers avec avis et audition du tiers-expert devant le Groupe d'Information auprès du Sous-Préfet et du Président de l'association après-mines, sans succès ;
- précise que les observations sur les dossiers rédigées par le collectif ont été adressées aux communes concernées ; il en sera de même pour SARRE et MOSELLE, pour laquelle le collectif est en désaccord avec CdF sur le risque inondation, en période de hautes eaux.

- M. le Sous-Préfet, précise que le problème inondation sera traité au travers d'un plan de prévention des risques inondation – PPRI. Concernant la tierce-expertise, celle-ci n'est pas prévue par le Code Minier et les communes se sont rapprochées de l'ACOM pour faire expertiser le dossier de De Wendel. M. le Sous-Préfet rappelle que les membres du GIATM pouvaient faire intervenir des experts de leurs choix.

- M. GOELLNER, confirme que les dossiers CdF n'étudiaient pas le problème des résines utilisées au fond, mais qu'après compléments d'informations demandés à CdF, le problème a été étudié par la DRIRE. S'agissant des installations hydrauliques de sécurité, celles-ci seront à terme, repris par l'Etat. Concernant les PPRM, risques affaissement, subsistera le cas du Sillon Profond sur la commune de Freyming-Merlebach, repris dans le document d'urbanisme de la commune (PLU) ; il n'est pas également prévu de PPRM dans les zones de relevage des eaux. Dans les zones susceptibles d'être inondées en cas de

fortes pluies, celles-ci correspondent à des zones défrichées et non affectées à l'activité humaine et ne relèvent pas de la responsabilité de CdF. Un PPRI pourra être prévu pour ces zones.

- M. le Sous-Préfet, précise que ce problème sera analysé dans le cadre du dossier « Inondation ».

- M. GLANOIS, représentant la CLCV de Rosbrück soulève le problème de la remontée de la nappe couplée avec des précipitations abondantes et une crue de la Rosselle.

- M. le Sous-Préfet précise que le problème sera expertisé dans le cadre du dossier « Inondation ».

III. – M. PRINCE, représentant Charbonnages de France –CdF–, fait une présentation des travaux réalisés et engagés sur l'ensemble du bassin, consistant en la mise en sécurité, avant fin 2007 :

- des puits ;
- des galeries de subsurface ;
- des carreaux miniers ;
- des terrils et des bassins ;
- des carrières ;
- des zones polluées, notamment par les hydrocarbures ;

et des mesures compensatoires projetées dans le cadre de l'arrêt de l'exhaure minière (pompage dans la nappe des travaux miniers, rabattement de la nappe des Grès, exutoires de gaz de mine,...).

- M. MULLER, représentant le GECNAL, demande que sur les zones instables en cours de réaménagement, des matériaux de type « Grès Vosgien » soient utilisés.

- M. PRINCE rappelle que des travaux de réaménagement du terril Sainte-Fontaine et des bassins à schlamms seront réalisés respectivement par SURCHISTE et SNET, après exploitation (reprise et valorisation des matériaux en place).

- M. le Sous-Préfet confirme que ces sites seront traités dans le cadre de la réglementation des ICPE.

- M. FOLNY, responsable du groupe de subdivisions de la Moselle à la DRIRE informe que le dossier de demande d'autorisation déposé par la SNET comporte une étude d'impact tenant compte de cette problématique.

- M. CHARDON demande des informations sur des piézomètres (nombre, profondeur, types d'analyses, fréquence,...).

- M. GOELLNER précise que le plan d'échantillonnage et la fréquence des analyses ne sont pas encore fixés.

- M. le Sous-Préfet rappelle que la réglementation des ICPE et celle relative aux Monuments Historiques s'appliquent sur les sites CdF. Lors du prochain GIATM, l'ordre du jour portera, en partie, sur la destination des différents sites CdF. Un travail est en cours entre l'administration et CdF sur le devenir des bâtiments et des sols des anciens sites CdF.

IV. – Mme DELLINGER, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle présente l'état d'avancement des travaux en cours sur l'alimentation en eau potable et en eau industrielle, en substitution aux eaux d'exhaure.

- M. CHARDON fait remarquer que la méthode employée est très révélatrice de l'approche de la gestion de l'eau en Moselle-Est. Il n'admet pas la logique consistant à rejeter l'eau de mines dans le milieu naturel et qu'en parallèle, on procède à des pompages dans la nappe pour les besoins industriels. Il estime qu'il n'est pas normal de laisser la propriété de la ressource en eau à une société privée ; pour le collectif, les ressources naturelles appartiennent aux collectivités. S'agissant de l'eau potable, il estime que les forages sur le secteur Ouest entraîneront un surcoût pour les collectivités et les contribuables du secteur Est. Le nouveau schéma de gestion de l'eau « officialisé » ne remet pas en cause le gaspillage et la pollution du milieu naturel, d'où transfert de charges et pollution sur les collectivités. Il constate d'une part, le retard accumulé pour la mise en œuvre du SAGE et, d'autre part, que les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau ne seront pas respectés à l'horizon 2015 en Moselle-Est, et que certaines collectivités renâclent lors des enquêtes publiques.

- M. le Sous-Préfet rappelle que le dispositif mis en place, au travers du SIEW, subventionné à hauteur de 80 %, a permis de transférer aux collectivités locales la gestion de l'eau potable, ce qui n'était pas le cas à ce jour. Concernant le SAGE, initié en 1998, celui-ci nécessite :

- une concertation des collectivités locales, à l'initiative de celles-ci ;
- de rassembler l'ensemble des collectivités locales ;
- un pilote.

- M. le Sous-Préfet estime que dans les mois à venir, la constitution d'un SAGE sur le bassin houiller devrait aboutir.

- M. GOELLNER rappelle que l'eau est une ressource renouvelable, qu'il faut gérer la nappe des Gti d'une façon raisonnable et durable et que l'arrêt de l'exhaure va permettre de revenir à une meilleure gestion de celle-ci. Il rappelle également que « ne pas gaspiller l'eau » par l'industriel est un objectif constant de la DRIRE.

- Mme DELLINGER rappelle que l'implantation des forages d'eau potable en secteur Ouest était dictée par :

- le problème des périmètres de protection autour des forages ;
- l'objectif de diminuer l'impact de ceux-ci pendant la phase de remontée de la nappe.

- M. le Sous-Préfet rappelle le rôle du Groupe d'Information et que dans certains cas, l'intérêt général prime sur l'intérêt environnemental.

V. N Autres sujets

1 N M. HOLTZ, Vice-Président du Conseil Général, intervient en tant que maire, sur les dossiers De Wendel et Sarre et Moselle ; il regrette le délai trop court attribué aux communes pour l'examen des dossiers ; les dossiers ont fait l'objet d'une étude courte, à vue d'expert. Concernant l'eau, si elle paraît abondante, ce n'est qu'une apparence, d'où l'achat en Allemagne compte tenu que cette dernière est polluée par l'exploitation minière.

M. le Sous-Préfet regrette qu'il n'est pas possible de prolonger les délais de consultation des communes, mais c'est la réglementation, sinon, on encourt un vice de forme. Cependant l'administration a pris en compte les avis intervenus hors délais ; idem pour les associations.

M. HOLTZ précise que la même expertise sera diligentée pour Sarre et Moselle.

M. le Sous-Préfet estime que l'alimentation en eau de l'ensemble du bassin aurait mérité une coopération plus importante des collectivités et qu'on aurait tort de ne pas profiter des ressources en eau allemande abondantes.

2 – M. GLANOIS fait le point sur l'indemnisation des sinistrés de ROSBRUCK :

- 157 dossiers transmis au Fonds de Garantie ;
- 53 dossiers traités par le Fonds ;
- 9 dossiers totalement indemnisés ;
- 26 dossiers indemnisés au quart du préjudice évalué ;
- 18 dossiers non indemnisés,

soit en moyenne, sur ROSBRUCK, 20 % des dégâts évalués indemnisés par le Fonds.

M. GLANOIS demande à M. le Sous-Préfet ce que compte faire l'Etat pour le complément d'indemnisation et pour éviter le recours à des actions en justice à l'encontre de CdF.

M. le Sous-Préfet rappelle que si les sinistrés s'estiment lésés, ils peuvent :

- introduire une action en justice à l'encontre de CdF ;
- intervenir auprès des élus pour faire modifier la loi.

L'Etat applique la loi.

Il est précisé que tous les documents présentés au cours des réunions sont accessibles via le site internet de la DRIRE :

http://www.lorraine.drire.gouv.fr/mines/Mines_accueil_giatm.asp

La séance est levée à 17 h 30.

Le Sous-Préfet de FORBACH
Président du GIATM



Guy TARDIEU